

PRÉFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

**DIRECTION DE LA RÉGLEMENTATION  
ET DES LIBERTÉS PUBLIQUES**

Bureau des Installations Classées

PC/CF

**LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE**  
*Chevalier de la Légion d'Honneur*

N° 2000 484

Vu l'ordonnance n° 200.914 du 18 septembre relative à la partie législative du code de l'environnement ;

Vu le décret n° 77.1133 du 21 septembre 1977 modifié pris pour application du code de l'environnement, livre V, titre 1er relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 1998.425 du 23 novembre 1998 autorisant les sociétés C.G.C. et COGETHERM à exploiter une installation de cogénération au gaz naturel sur le territoire de la commune de Laneuveville devant Nancy dans l'usine NOVACARB .

Vu l'arrêté préfectoral du 23 novembre 1999, de changement d'exploitant des société C.G.C. et COGETHERM à SOCOMA ;

Vu l'arrêté ministériel du 11 août 1999 relatif à la réduction des émissions polluantes des moteurs et turbines à combustion ainsi que des chaudières utilisées en postcombustion soumis à autorisation sous la rubrique 2910 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, notamment son article 23 ;

Vu le rapport n° GG/LL/993/00 du 5 décembre 2000 de M; l'inspecteur des installations classées ;

Vu l'avis émis par le conseil départemental d'hygiène dans sa séance du 20 décembre 2000 ;

Sur proposition de M; le secrétaire général de la préfecture ;

...../.....

## ARRETE

### ARTICLE 1 -

L'arrêté préfectoral n° 1998.425 du 23 novembre 1998 est modifié comme suit :

La société SOCOMA est autorisée à poursuivre l'exploitation d'une installation de cogénération au gaz naturel sur le territoire de Laneuveville devant Nancy dans l'usine NOVACARB dans les conditions fixées par le présent arrêté et par celles de l'arrêté du 23 novembre 1998 qui ne lui sont pas contraires.

### ARTICLE 2 -

Les dispositions de l'arrêté ministériel du 11 août 1999 relatif notamment à la réduction des émissions polluantes des turbines à combustion sont applicables aux installations dès la notification du présent arrêté à l'exception de ses articles 8 et 12.

Elles comprennent les dispositions suivantes :

- 2.1 - L'installation ne fonctionne uniquement qu'au gaz naturel avec cogénération d'électricité avec appareil de postcombustion.
- 2.2 - Les valeurs limites d'émission (VLE) ainsi que les mesures périodiques des émissions de polluants s'appliquent notamment aux deux allures extrêmes de fonctionnement de l'installation qui sont pour la TAG (turbine à gaz) et la chaudière de postcombustion (PC) :
- TAG seule  
TAG : 124 MW (100 %) en récupération simple (seul mode de fonctionnement normal de la TAG)
  - TAG + PC
    - 124 MW + 5,6 MW (minimum technique de la PC)
    - 124 MW + 43 MW (100 % de la PC).
  - TAG à l'arrêt et chaudière récupération en air ambiant :
    - 33 MW (minimum technique)
    - 83 MW (100 %)
- 2.3 - Fonctionnement à l'allure "minimum technique"
- Les études technico-économiques, prévues à l'article 3 du présent arrêté, devront être complétées par une analyse des moyens techniques ainsi que leurs délais de réalisation pour une mise en conformité des installations à l'allure extrême correspondant au minimum technique de l'article 2.2 précité.

...../.....

2.4 - L'installation est équipée d'un dispositif d'injection d'eau pour diminuer les émissions d'oxydes d'azote.

En période exceptionnelle de sécheresse nécessitant une limitation des consommations d'eau, des dérogations au respect des valeurs limites d'émission pourront être accordées après avis de l'inspecteur des installations classées.

### **ARTICLE 3 -**

Les valeurs limites d'amission (V.L.E) pour les oxydes de soufre, les oxydes d'azote, les poussières et le monoxyde de carbone, exprimées en mg/Nm<sup>3</sup>, sur gaz sec sont les suivantes :

#### **\* POUSSIÈRES ET OXYDES DE SOUFRE (teneur exprimée en équivalent SO<sub>2</sub>)**

Paramètre	COGENERATION		TAG à l'arrêt	Délai d'application
	TAG seule (15 % O <sub>2</sub> )	TAG + PC (15 % O <sub>2</sub> )	Chaudière récupération air ambiant (3% O <sub>2</sub> )	
Poussières	5	5	5	Dès notification du présent arrêté
Oxydes de soufre	10	10	35	Dès notification du présent arrêté

#### **\* MONOXYDE DE CARBONE (CO)**

Paramètre	COGENERATION		TAG à l'arrêt	Délai d'application
	TAG seule (15 % O <sub>2</sub> )	TAG + PC (15 % O <sub>2</sub> )	Chaudière récupération air ambiant (3% O <sub>2</sub> )	
CO	100	100	150	Dès notification du présent arrêté jusqu'au 31 décembre 2005
CO	85	85	150	A partir du 1 <sup>er</sup> janvier 2006

...../.....

\* OXYDES D'AZOTE (teneur exprimée en équivalent NO<sub>2</sub>)

Paramètre	COGENERATION		TAG à l'arrêt	Délai d'application
	TAG seule (15 % O <sub>2</sub> )	TAG + PC (15 % O <sub>2</sub> )	Chaudière récupération air ambiant (3% O <sub>2</sub> )	
Oxydes d'azote	100	100	350	Dès notification du présent arrêté jusqu'au 31 décembre 2005

☐ TAG seule et TAG + PC

L'exploitant doit démontrer, au travers d'une analyse technico-économique, qu'une mise en conformité de l'installation pour les oxydes d'azote à 60 mg/Nm<sup>3</sup> (TAG seule) ou 70 mg/Nm<sup>3</sup> (TAG + PC) est impossible (50 mg/Nm<sup>3</sup> majorée de 10 mg/Nm<sup>3</sup> car une cogénération d'électricité est installée).

☐ TAG à l'arrêt - chaudière récupération en air ambiant

L'exploitant doit réaliser une analyse technico-économique pour une mise en conformité de l'installation pour les oxydes d'azote à 100 mg/Nm<sup>3</sup> (à 3 % d'O<sub>2</sub>).

☐ Délai d'application :

Ces deux analyses technico-économiques précitées devront être adressées au plus tard pour le 30 juin 2001 à l'inspecteur des installations classées.

**ARTICLE 4 : Information des tiers**

En vue de l'information des tiers :

1° Une copie du présent arrêté sera déposée à la mairie de LANEUVEVILLE-DEVANT-NANCY et pourra y être consultée par toute personne intéressée ;

2° L'arrêté sera affiché à la porte de la mairie précitée pendant une durée minimum d'un mois. Le maire établira un procès-verbal constatant l'accomplissement de cette formalité et le fera parvenir à la préfecture ;

Une copie de l'arrêté sera affichée en permanence de façon visible dans l'installation par les soins de l'exploitant ;

.../...

3° un avis sera inséré par la préfecture et aux frais de l'exploitant dans deux journaux diffusés dans le département.

**ARTICLE 5 : recours**

La présente autorisation ne peut être déférée qu'au tribunal administratif.

Le délai de recours est de :

- deux mois à compter de la notification de la décision pour le demandeur ou l'exploitant ;
- quatre ans à compter de l'affichage ou de la publication pour les tiers.

**ARTICLE 6 : Exécution de l'arrêté**

M. le secrétaire général de la préfecture, M. l'inspecteur des installations classées, M. le maire de LANEUVEVILLE-DEVANT-NANCY sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à :

- M. le directeur de la société SOCOMA

Et dont une ampliation sera adressée à :

- M. le directeur départemental de l'équipement (A.D.S.)

NANCY, le

le préfet, - 5 FÉV 2001

Pour le Préfet  
et par délégation,  
Le Secrétaire Général.

Xavier DOUBLET